

sommaire

Introduction13

Un pays, deux États

« La division de la Corée est due à la Guerre froide. »	21
« La Corée du Nord est communiste et la Corée du Sud capitaliste. »	29
« La Corée du Nord est aux abois. »	41
« La Corée du Nord est un État voyou. »	53
« Tous les Coréens rêvent à la réunification. »	63
« La solution pour la Corée, c'est une réunification à l'allemande. »	71

Le Sud, une *success story*

« Il y a un miracle économique sud-coréen. »	81
« La Corée du Sud est un protectorat américain. »	91
« Les Coréens sont obéissants et disciplinés. »	101
« Les Coréens sont dynamiques. »	109
« Les Coréens sacrifient tout pour leurs études. »	119
« Les Coréens sont les champions des nouvelles technologies. »	129

Au pays du matin calme

« Les Coréens sont très différents de nous. »	143
« La Corée est un peu chinoise et un peu japonaise. » . . .	153
« En Corée du Sud, tout se passe à Séoul. »	163
« Tous les Coréens s'appellent Kim. »	173
« La société coréenne est dominée par les hommes. » . . .	181
« Le cinéma coréen est un des plus inventifs au monde. »	189

Conclusion	201
----------------------	-----

Annexe

Pour aller plus loin	205
--------------------------------	-----

« La Corée du Nord est communiste et la Corée du Sud capitaliste. »

*Il y a désormais deux Corées de part et d'autre du 38^e parallèle ;
avec au nord une Corée communiste et au sud
une Corée capitaliste : c'est toujours vrai.*

René Corticchiato, professeur d'histoire-géographie
au lycée Jean Moulin de Saint-Amand-Montrond,
<http://rene.corti.pagesperso-orange.fr/index.htm>

On renvoie en général la division de la Corée à l'opposition entre communisme et capitalisme. Cette vision date de la Guerre froide. Le Nord, soutenu par l'URSS, se réclamait des principes du marxisme-léninisme, tandis que le Sud, protégé par les États-Unis, proclamait haut et fort son appartenance au « camp de la liberté ». Il en serait toujours de même aujourd'hui. Le Nord demeure officiellement une démocratie populaire prône la dictature du prolétariat ; et le Sud, où stationnent encore près de 30 000 GI, est un partisan convaincu de l'économie libérale.

Nord et Sud ont même poussé jusqu'à la caricature l'adhésion à l'idéologie de leurs mentors. Malgré la chute de l'URSS, le Nord reste fidèle au stalinisme le plus orthodoxe : culte de la personnalité, immenses rassemblements populaires présentés comme autant de manifestations d'adhésion au régime, maintien des dépenses militaires au détriment de l'investissement productif. Le Sud, lui, s'est transformé en parangon du capitalisme triomphant : taux de croissance mirobolants, multinationales qui conquièrent

chaque année de nouvelles parts de marché, produits de plus en plus sophistiqués, villes tentaculaires et de plus en plus modernes.

À y regarder de plus près, la situation s'avère pourtant plus complexe. À ses débuts, Kim Il-sung s'est effectivement employé à bâtir un régime socialiste. La terre est collectivisée et les usines nationalisées. L'accès gratuit à l'éducation et aux soins est garanti à tous les travailleurs. Porté par les besoins de la reconstruction et des campagnes de mobilisation stakhanovistes, le pays s'industrialise à bride abattue et obtient des résultats si flatteurs en termes de PNB et de pouvoir d'achat que, dans les années 1960, la Corée du Nord passe pour le pôle économique le plus dynamique d'Asie, après le Japon. Au Sud, étudiants et intellectuels progressistes louchent alors avec envie vers le Nord.

Ces succès cachent pourtant une dangereuse dépendance. En aval, l'URSS fournit à la Corée du Nord le pétrole et les céréales dont elle a un besoin vital. En amont, les républiques socialistes absorbent sa production, quelle qu'en soit la qualité : acier, machines-outils, locomotives. Pour compenser, Kim Il-sung, qui se méfie des successeurs de Staline, lance alors l'idéologie du *juche*, un système de valeurs qui exalte l'indépendance politique, l'autosuffisance économique et l'autonomie militaire de la nation. Cette idéologie confirme son autorité sans partage sur le parti et sur l'armée. Le communisme à la coréenne prit d'emblée des allures de dictature nationaliste.

Cette dérive s'aggrave au fur et à mesure que le bloc communiste se délite. En proie à des difficultés croissantes, l'URSS compte de plus en plus chichement son soutien et

finit par demander à Pyongyang de régler en dollars le pétrole qu'auparavant elle lui livrait gratuitement au titre de la solidarité communiste. Vieillis, inadaptés, les produits coréens (locomotives, machines-outils et tôles d'acier) ne trouvent plus preneurs. Pyongyang se rapproche alors de Pékin, mais sans succès. Déchirée par la révolution culturelle (1965-1969), la Chine n'a aucun crédit à lui consacrer. Et lorsqu'après la disparition de Mao Zedong (1976), elle commence à s'ouvrir à l'économie de marché, elle n'en voit plus l'intérêt. Le Nord n'a bientôt plus les moyens de subvenir à sa politique sociale.

Toujours au nom du *juche*, le communisme laisse alors la place à un système de plus en plus inégalitaire voué à gérer la pénurie. Au congrès du parti des travailleurs de 1970, Kim Il-sung décide de répartir la population en trois catégories, les sympathisants, les tièdes et les opposants, catégories elles-mêmes subdivisées en une cinquantaine de sous-catégories. Tout dépend de la position occupée dans cette hiérarchie : le droit d'habiter en ville ou à la campagne – Pyongyang étant réservé aux privilégiés –, l'accès à la nourriture, à l'énergie, au logement, à la formation et à l'emploi. Au sommet de la pyramide, une mince élite monopolise les privilèges : le clan Kim et ses proches, les autorités militaires et les principaux cadres du parti.

Comme la situation ne cesse de se dégrader, aggravée par des crises écologiques à répétition, la République démocratique de Corée devient un des États les plus inégalitaires au monde. Si les privilégiés du régime maintiennent un train de vie à l'occidentale, les neuf dixièmes de la population sont confrontés à la misère, aux rationnements, parfois

même à la famine. Pour maintenir la capitale à flot, des régions entières sont sacrifiées, le Nord-Est montagneux et même la côte est avec de grands ports comme Wonsan ou Hamhung, privés d'énergie et de ressources, prennent des allures de villes fantômes.

Pour éviter que le système n'explose, le régime mène une propagande de tous les instants qui mobilise les médias, les artistes et les intellectuels, ainsi que la population lors de gigantesques spectacles de masse qui mêlent chant, danse et gymnastique. Elle généralise ces comportements d'asservissement volontaires aussi déconcertants qu'humiliants pour l'idée que nous nous faisons de la dignité humaine : louanges dithyrambiques du régime malgré ses échecs, citations banales de Kim Il-sung révérees comme autant de pensées géniales, genuflexions démonstratives devant les statues démesurées du dirigeant suprême, peur panique de toute initiative qui pourrait passer pour une critique, voire une déviance.

Pour se maintenir envers et contre tout, la Corée du Nord devient un État foncièrement répressif. La police politique tient la population en pratiquant l'intimidation et en encourageant la délation. À la moindre manifestation, l'armée est mobilisée. Criminels et opposants sont déportés pêle-mêle dans les *kwanlisos*, de véritables camps de travaux forcés où, bon an mal an, 150 à 200 000 prisonniers politiques croupissent dans des conditions inhumaines.

En somme, comme le soutient le politologue Brian Reynolds Myers dans son essai *La Race des purs*, la Corée du Nord serait devenue un régime fasciste. Il en veut pour preuve l'idéologie du *juche*, qui ne serait finalement qu'un nationalisme agressif et raciste destiné à masquer l'inégalité



Kim Il-sung tel que le représente la propagande dans les années 1970 en père de la patrie affable et débonnaire. L'image a été retouchée afin de dissimuler l'énorme tumeur qui lui déformait le cou.

croissante du régime, l'idolâtrie dont fait l'objet le dirigeant suprême, présent en effigie dans tous les lieux publics, à la une des journaux ou sur les billets de banque et dont le moindre caprice a force de loi, et, bien sûr, la banalisation des camps de concentration.

La dictature nord-coréenne au quotidien

Officiellement, le régime nord-coréen est une démocratie où tout procède du peuple et où tout lui est dû. Dans les faits, ceux qui ont visité le pays, sous haute surveillance, comme ceux qui s'en sont échappés témoignent qu'il n'en est rien. Aucun Nord-Coréen n'ignore qu'il serait insensé d'exercer des droits pourtant reconnus par la Constitution : liberté d'aller et venir, liberté d'expression ou liberté religieuse. Volontiers paranoïaques, les cadres et les dirigeants, tout en s'espionnant les uns les autres, font constamment surveiller la population par l'armée, les forces de l'ordre et une police politique protéiforme et réputée toute puissante dont on ne connaît ni les missions ni les effectifs. Omniprésente, la propagande exalte à chaque instant la dynastie Kim, sur les manchettes de journaux, les billets de banque ou les timbres et dans la plupart des foyers, et présente la délation comme un devoir civique.

Mais tout en exhortant la population à la fierté nationale et à l'urgence de résister contre ses ennemis intérieurs et extérieurs, aux premiers rangs desquels le Japon et les États-Unis, le régime règne aussi par la terreur. Même s'il n'existe aucune information officielle à son sujet, chacun a entendu parler du redoutable *kwan-liso*, le goulag nord-coréen, où on peut être déporté à tout instant, à la pure discrétion du régime, dans le plus parfait arbitraire et la plupart du temps avec toute sa famille, enfants en bas âge compris. Et chacun sait que les conditions de vie y sont intolérables : outre les travaux forcés, à la mine ou dans la forêt, la faim, le froid, la torture, ou encore le racket des criminels endurcis, emprisonnés avec les politiques, y sont monnaie courante.

Estimé entre 150 000 et 200 000, les prisonniers politiques seraient actuellement répartis dans six camps surpeuplés, majoritairement situés dans la province montagneuse du Hamgyong, au

nord-est du pays. C'est notamment le cas du camp n° 15, situé près de Yodok, à proximité d'une mine d'or, exploitée par les prisonniers. Redouté pour son extrême dureté, les morts d'épuisement, les séances de torture et les exécutions sommaires y seraient quotidiennes. La mortalité y atteindrait 10 % par an. En extrapolant, on peut donc estimer entre 600 000 et un million le nombre de morts que les camps ont causé depuis le début du régime.

Depuis une vingtaine d'années, ce sont par des réfugiés que nous sommes renseignés sur ces camps de concentration contemporains. Un des premiers récits, dû à Kang Chol-hwan qui a passé dix ans de son enfance à Yodok (1977-1987), a été publié en 2000 dans *Les Aquariums de Pyongyang*. Plus récemment, *Rescapé du camp 14. De l'enfer nord-coréen à la liberté* (Belfond, 2012), témoigne du destin de Shin Dong-hyuk qui est né au camp 14, situé à Kaechon, au nord de Pyongyang, et y a passé 24 ans. Ce qu'il décrit fait froid dans le dos : des journées de 18 heures de travail sous la menace du fouet, des rixes entre prisonniers pour se partager un rat cru, des séances de torture quotidiennes, l'exécution publique de sa mère et de son frère qu'il reconnaît d'ailleurs avoir dénoncés pour obtenir de quoi se nourrir. À lire ce type de récit, la Corée du Nord n'a rien à envier aux pires régimes concentrationnaires qu'a connus le xx^e siècle.

À l'autre bout de la péninsule, la Corée du Sud non plus n'a guère respecté les principes qu'elle prétendait défendre. Quarante ans durant, elle n'a pas été plus démocratique que le Nord. La présidence de Yi Seung-man (1948-1960) fut ignoble. Le « vieillard terrible » fit massacrer des dizaines de milliers d'opposants ou supposés tels, y compris des femmes et des enfants. Dans les milieux conservateurs on sait aujourd'hui gré au général Park Chung-hee (1961-1979) d'avoir sorti le pays du sous-développement. C'est même à ce souvenir que sa fille, Park Geun-hye, doit son élection à

la présidence de la République en décembre 2012. Il n'empêche qu'après son coup d'État, il a géré le pays avec une main de fer, réprimant toute opposition dans le sang. Pour se maintenir au pouvoir, son successeur, le général Chun Doo-hwan (1980-1987), n'a par exemple pas hésité à faire tirer sur une manifestation d'étudiants et de civils à Gwangju, en mai 1980, causant plus d'un millier de morts.

Il a fallu une décennie de manifestations, où nombre d'étudiants laissèrent la vie, pour qu'en décembre 1987, à quelques mois de l'ouverture des Jeux olympiques de Séoul, le Sud se dote d'une constitution démocratique. Les libertés publiques sont désormais garanties, les élections libres et transparentes, l'alternance à gauche possible, comme l'ont prouvé les présidentielles de 1997 et 2002. Portés par leur engouement pour les nouvelles technologies et les réseaux sociaux, les Coréens font même preuve d'une vitalité démocratique sans exemple dans le reste de l'Asie. Comme s'il s'agissait de rattraper le temps perdu.

Du point de vue économique, le Sud a également pris ses aises avec le libéralisme. À la dictature militaire ont correspondu 30 années d'économie étatisée, imposée *manu militari* par Park Chung-hee et son successeur. Certes, c'est également à cette époque que les *chaebols*, c'est-à-dire les conglomérats comme Hyundai, Samsung, LG ou Daewoo, ont commencé à percer, mais strictement encadrés par le tout puissant Office de planification qui impose ses choix stratégiques, distribue les subventions, fixe les salaires et n'hésite pas à nationaliser si nécessaire les entreprises récalcitrantes, comme cela a été le cas des transports aériens durant les années 1960.

Aujourd'hui encore, même si ses modalités ont changé, cet interventionnisme n'a pas disparu. La crise financière asiatique de l'automne 1997 a bien conduit les autorités à prendre des mesures libérales inspirées par le FMI, appelé à la rescousse. À l'exemple de Daewoo, les *chaebols* les plus endettés ont été sacrifiés et des séparations étanches instaurées entre l'administration, les banques et les conglomérats. Mais l'État stratège n'a pas renoncé. Pour étayer le redémarrage économique, le président Kim Dae-jung (1997-2002) définit les nouveaux moteurs de croissance : la recherche développement, les nouvelles technologies et les industries culturelles. Les *chaebols* lui emboîtent le pas et, une décennie plus tard, ce sont ces secteurs qui portent aujourd'hui la croissance coréenne. Il adopte également les premières mesures de protection sociale (minimum vieillesse, couverture maladie minimum, aides d'urgence) que renforce son successeur Roh Moo-hyun (2002-2007).

En émule de Ronald Reagan, le président Lee Myung-bak, élu en décembre 2007, ancien cadre chez Hyundai, s'essaye à un tournant libéral. La coupe dans les budgets sociaux et l'inflation des prix de l'immobilier ont eu raison de sa popularité. Pour la présidentielle de décembre 2012, les candidats à sa succession, quel que soit leur bord, ont laissé entendre qu'ils infléchiraient la politique économique. La Corée hypercapitaliste se réclame de l'économie de marché mais préfère quand même que l'État pilote demeure aux commandes.

Face à une Corée communiste qui ne l'est plus qu'en titre et une Corée capitaliste tentée par l'économie sociale de marché, l'opposition telle qu'on la concevait au temps de la

Guerre froide n'a plus donc guère de sens. Le clivage est ailleurs. Aujourd'hui, c'est la démocratie qui constitue le véritable distinguo. La Corée du Sud, c'est la Corée démocratique ; et la Corée du Nord, c'est celle qui ne l'est pas.



Portrait de Park Geun-hye

Park Geun-hye, pionnière ou héritière ?

En remportant le 19 décembre 2012 la présidentielle sud-coréenne avec 51,5 % des voix, Park Geun-hye a confirmé un talent politique qui, contre toute attente, lui avait déjà permis de remporter les législatives d'avril 2012. Dans cette Asie du Nord-Est où, à l'exception de quelques reines antiques, les femmes n'ont jamais régné que dans les coulisses, en Pompadour ou en douairières, son élection est un véritable exploit.

La première présidente de la Corée du Sud doit ce succès à son opiniâtreté. Née en février 1952, fille aînée du général Park Chung-hee, Park Geun-hye – dont le prénom signifie « gracieuse colline aux hibiscus », la fleur nationale coréenne – n'a jamais caché son ambition, même si elle a toujours fait preuve de réserve et de modestie. Après de solides études d'ingénieur en Corée puis en France, elle s'est retirée de la vie politique à l'assassinat de son père en octobre 1979. Repliée à Daegu, sa ville d'origine, elle s'est occupée d'œuvres caritatives puis a fondé une université (Yeungnam), entreprise qui, en Corée, sert le plus souvent de tremplin politique. Ne s'étant pas mariée pour prouver son dévouement à la chose publique, elle entre au Parlement en 1998 où sa popularité l'impose rapidement. Dès 2004, elle prend la tête des conservateurs, empêtrés dans une série de scandales, et les mène à la reconquête de l'électorat. Elle y gagne le titre de « reine des élections ». Battue aux primaires conservatrices d'août 2007 face à Lee Myung-bak, le maire de Séoul, qui remporte la présidentielle sur un programme de rupture ultra libérale, elle revient sur les devants de la scène au fur et à mesure que le président Lee s'effondre dans les sondages. Après avoir refondu le parti conservateur, rebaptisé *Saenuri* (Nouvelle action et nouveau monde) en février 2012 et remporté les législatives d'avril, elle gagne haut la main les primaires de son parti en août de la même année, sur une ligne conservatrice modérée, libérale et sociale. En se ralliant à sa candidature, les Coréens ont plébiscité une politicienne aguerrie et déterminée.

La réussite de Park Geun-hye n'en est pas moins d'une troublante ambiguïté. Aurait-elle réussi si elle n'avait pas été la fille du général Park, le père de la Corée moderne ? Et pourquoi cultiverait-elle une étonnante ressemblance avec sa mère, la très populaire Yuk Young-

soo, réputée pour ses actions caritatives et pleurée depuis son assassinat en août 1974, si ce n'était pour s'imposer en héritière ? Pour ses adversaires, la cause est entendue. Park Geun-hye a toujours agi en princesse héritière, comme si le pouvoir lui était dû, mais ne serait qu'une opportuniste, la « princesse balançoire » (balançoire se dit *geu-nae*, ce qui ressemble à Geun-hye) ou la « princesse antisèche », perdue sans les notes que lui préparent ses conseillers. Pour autant, son héritage est aussi un fardeau. Si les anciens voient en Park Chung-hee le père du miracle économique, pour les intellectuels et les progressistes, son souvenir évoque la dictature militaire et la collusion entre le pouvoir et les *chaebols*. Or si la fille a condamné les atteintes aux droits de l'Homme commises par son père, elle n'en a pas moins déclaré durant sa campagne que les résultats économiques justifiaient le coup d'État de 1961. Étonnante opinion quand on se présente pourtant comme une démocrate convaincue.

Au lendemain de son élection, à l'issue d'un scrutin marqué par une forte participation de près de 76 %, Park Geun-hye a déclaré qu'elle serait la présidente de la réconciliation nationale. Reste à savoir si les campus qui soutenaient largement Moon Jae-in, son opposant, les internautes qui avaient lancé le mot d'ordre « Tout sauf Park », la Corée du Sud-Ouest ou encore les banlieues populaires, traditionnellement progressistes, lui en laisseront les moyens. Une fois qu'elle sera aux affaires – son entrée en fonction est prévue en février 2013 – la première présidente coréenne devra convaincre, dans un contexte difficile où la croissance se rétracte et où les rapports sociaux se tendent.

